

UN RENDEZ-VOUS INQUIÉTANT

Les semaines qui s'ouvrent risquent fort d'être préoccupantes pour l'Etat-patron mais aussi pour les capitalistes plus généralement. Il n'est pas évident que le plan dit de stabilisation rétablisse l'équilibre des finances extérieures, mais il est déjà certain qu'avant même d'avoir fait apparaître cette couche permanente de chômeurs que la banque et l'Elysée réunis appellent de leurs vœux les plus ardents, le plan en question va susciter la riposte de la classe ouvrière.

Les cheminots C.G.T. appellent à une action nationale pour les 18, 19 et 20 mars. Il semble bien que C.F.T.C. et F.O. qui auraient préféré une grève pendant les vacances de Pâques se rallieront à cette proposition. Par ailleurs la forme de ce mouvement pourrait bien être la grève.

En effet c'est un courant général qui se manifeste partant à nouveau de la fonction publique, dont les travailleurs déjà peu payés ont la conviction d'être les principales victimes du plan de stabilisation. Dans les P.T.T. les fédérations C.G.T. et C.F.T.C. ont déposé un préavis de grève pour les 19 et 20 mars. C.G.T., C.F.T.C. et autonomes des Eaux et Forêts, C.G.T. et autonomes des Douanes, C.G.T. de la navigation intérieure appellent à la grève pour le 19 mars. Cependant les syndicats C.G.T. de la R.A.T.P., d'Air France et de l'aéroport de Paris suggèrent l'organisation d'une journée revendicative dans des brefs délais. Les quatre fédérations de l'électricité et du Gaz de France (C.G.T., C.F.T.C., F.O. et U.N.C.M.) demandent l'ouverture d'une discussion sur les salaires. Si l'on ajoute à cela que la Fédération de l'Education Nationale propose « une action coordonnée de tous les travailleurs de l'Etat avant les vacances de Pâques et après les opérations électorales on doit bien penser qu'en haut lieu le décompte des C.R.S. ayant été fait et ne s'avérant pas à la hauteur de la situation, des inquiétudes doivent naître quant à la stabilité des salaires.

Mais hélas comme un malheur n'arrive jamais seul ces messieurs ne sont pas au bout de leurs peines. Car l'action menace de déborder le cadre des fonctionnaires et assimilés. Ainsi le 18 mars, les métallos envisagent une journée d'actions sous forme de délégations. Les métallurgistes C.G.T. ont tenu depuis quelques semaines un grand nombre de réunions à la base qui doivent culminer dans une conférence nationale qui se réunira dès le 14 mars.

On peut donc espérer que les mouvements des fonctionnaires ne seront que le prélude d'actions plus larges. Il est indispensable que tous les militants se mobilisent pour le succès de ces actions.

CEST avec une grande satisfaction que de nombreux militants ouvriers ont enregistré le tournant qu'effectue la C.G.T. depuis quelques semaines. Mais nous devons avoir aussi une conscience très claire qu'on n'efface pas d'un coup dix années de luttes fragmentées. Les résultats sont inscrits sur les feuilles de paye des ouvriers et aussi dans un certain manque de confiance dans le succès des luttes qui peut très bien aller avec un réel mécontentement.

C'est dans plusieurs directions que doivent concrètement agir les militants pour redresser cette situation.

Tout d'abord chaque militant syndicaliste qui a été amené à comparer les salaires d'une même corporation dans diverses usines et diverses régions a pu constater d'une part les différences impressionnantes qui existent dans les salaires d'ouvriers de même catégorie parfois entre des usines voisines. Mais de ce point de vue c'est évidemment la province, où les conditions sont les plus difficiles et aussi souvent le travail syndical du fait de l'isolement. Une des premières revendications que doivent reprendre les travailleurs c'est :

A travail égal, salaire égal

Mais de surcroît, chaque usine a ses propres modes de calcul des salaires qui

LA C. G. T. : TOUS ENSEMBLE

L'article de Benoit Frachon (« l'Humanité » 25-2-64) agit comme un pavé dans la mare. D'un seul coup, les apologistes des grèves tournantes qui « content peu aux ouvriers et font mal aux patrons », se sont tus. Le secrétaire de la C.G.T. est venu ramener à l'élémentaire bon sens tous les petits bureaucrates zélés dont la seule préoccupation était de pourchasser dans les syndicats tout ce qui pouvait évoquer « grève générale » ou « mouvement d'ensemble », dont chacun sait qu'ils couvrent naturellement l'hydre du « gauchisme ».

Frachon fait un saut important : « Il n'est pas question, bien entendu, de sous-estimer les luttes menées dans chaque entreprise. Bien au contraire, il faut les développer, les rendre plus acérées ; mais pour que les travailleurs y participent avec l'ardeur que donne la confiance dans le succès, IL FAUT QU'ILS SENTENT QUE LEUR ACTION PARTICULIERE FAIT PARTIE D'UNE BATAILLE GENERALE DONT LES OBJECTIFS DEPASSENT CEUX QU'ILS POUVENT ATTEINDRE ISOLEMENT. »

Parti du communiqué exécutif de la Fédération des métaux C.G.T., publié dans « l'Humanité », 12 jours après la réunion dudit organisme, le mouvement, à partir de l'intervention de B. FRACHON a gagné la commission administrative de la C.G.T. : « Les luttes dans les conditions actuelles, commencent à prendre un caractère nouveau » dit-elle le 2 février. Le 27, le bureau confédéral, au cours d'une réunion avec les représentants des fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisé, se prononçait « pour la coordination des luttes des travailleurs de ces secteurs ». Puis au congrès de l'U.D. ce fut le nouveau slogan : « IL FAUT CHANGER DE BRAQUET ». Bref, un tournant important au moins dans le langage vient d'être pris. Et les propositions de grèves chez les cheminots, P.T.T., catégories C. et D. de la fonction publique, la journée nationale d'action dans les cimenteries, la semaine d'action nationale des jeunes du bâtiment, la journée nationale dans l'habillement, après la semaine d'action nationale dans la métallurgie (et nous en passons), vont dans ce sens.

Mais... il faut constater qu'en fait d'actions, elles ont et sont encore plutôt maigres, particulièrement dans la métallurgie lors de sa semaine revendicative. D'ailleurs, au congrès de l'U.D. C.G.T. on parla même d'arrêt de la progression de l'unité en raison du ralentissement des actions revendicatives au cours des derniers mois.

LA LUTTE GÉNÉRALE EXIGE UNE PRÉPARATION

rendent souvent difficile la compréhension des feuilles de paye et les comparaisons. Dans de nombreuses usines à la hiérarchie Parodi-Crozat quelquefois contestable mais qui avait le mérite d'être unifiée, des patrons ont ajouté une série d'échelons qui constituent autant de carottes placées devant le nez des travailleurs et ne correspondent à aucune différence de qualification, ni d'ancienneté dont la prime court par ailleurs, mais simplement une prime aux bons serveurs. Il faut absolument briser cet état de chose qui rend difficile l'expression de revendications unifiées. Il faut exiger

des conventions nationales d'industrie.

Mais la remise en ordre des salaires étant faite, les disparités supprimées avec les coefficients « binette », les patrons ont une autre ressource, l'inflation. Il est donc tout à fait indispensable de fixer une évolution d'ensemble des salaires en fonction du coût de la vie, et que celui-ci soit mesuré par un indice qui ne soit pas trafiqué sans arrêt. Cet indice doit déterminer un salaire réel des manœuvres et supprimer la tromperie actuelle du S.M.I.G. qui permet seulement de maintenir à des salaires plus que misérables les ouvriers et ouvrières des régions et métiers les plus défavorisés : **Fixation du salaire minimum sous le contrôle des syndicats, augmentation des salaires en fonction du coût de la vie.**

Voilà à notre avis trois revendications essentielles susceptibles d'unifier les

DES DIFFICULTES...

Il ne fait aucun doute que le plan de stabilisation provoque un certain mécontentement, par le fait surtout qu'il contribue à limiter sérieusement les augmentations de salaires parallèlement à la hausse constante des prix. Mais un autre aspect mérite d'être pris en considération, déjà soulevé dans notre précédent numéro. Les patrons et l'Etat gaulliste, dans des limites données, ne procèdent qu'avec prudence. Les licenciements ne s'élèvent qu'à 3.000 environ et sont d'ailleurs atténués par l'utilisation « d'amortisseurs », inspirés du Fonds National de l'Emploi, ratifié d'ailleurs par l'ensemble des organisations syndicales. L'initiative des patrons ne porte pas seulement sur les salaires, mais aussi sur les « avantages sociaux » (offensive contre Sécurité Sociale ou Mutualité de l'Etat sur la Mutuelle de la R.A.T.P.).

Benoit Frachon le souligne : « Dans des usines où l'action syndicale était parvenue à imposer des avantages sociaux, des droits nouveaux pour l'exercice des libertés syndicales, les patrons dénoncent unilatéralement les accords intervenus. »

En d'autres termes, les patrons remettent en question les quelques concessions mineures, partielles, qu'ils ont lâchés ici et là, au cours des années passées.

Les luttes pour des conventions collectives nationales furent mises au rencart, au profit d'une politique d'accords d'établissement.

Jamais la haute conjoncture favorable aux travailleurs en raison surtout du plein emploi, ne fut utilisée pour obtenir des avantages généraux substantiels pour l'ensemble de la classe ouvrière. On se contenta des miettes du festin des capitalistes, qui étaient d'autant plus grosses que les profits étaient plus élevés. Tout le monde est aujourd'hui d'accord pour reconnaître que ce sont les plus gros établissements, les mieux équipés qui paient les plus grands salaires. Néanmoins l'inégalité du développement dans chaque branche, ou chaque entreprise, provoquait des écarts grandissants dans la condition ouvrière, surtout à partir du secteur public, mais aussi dans toutes les provinces où les abattements de zones étaient encore pires dans la pratique que ne le prévoyait la loi.

C'est ce qui provoqua au cours de toutes ces années la revendication de la parité des salaires, des conditions de travail et d'avantages sociaux, mais aussi

bien dans le secteur privé, que d'une entreprise à l'autre. En 1955 à Saint-Nazaire-Nantes, la revendication portait sur la parité avec la région parisienne.

Le rapport Massé sur la politique des revenus illustre d'ailleurs fort bien ce processus, dont les patrons estiment aujourd'hui qu'il nourrit l'agitation sociale. Il va de soi que leur première préoccupation est « d'écraser les pointes », « les secteurs favorisés » en quelque sorte.

La Régie Renault qui fut, dès 1955, l'usine-pilote de la politique des accords-contracts a depuis continuellement renouvelé les accords quasiment sans discussion avec les syndicats. Ceux-ci se contentant d'apporter leur signature à ce que la Régie daignait leur proposer.

Fin février, la même direction convoquait les syndicats pour les menacer de dénoncer l'accord si l'agitation dans l'usine continuait.

C'est sur cette toile de fond que le tournant de la C.G.T. se déroule. Mais les habitudes, la routine passée ont laissé des traces. Du jour au lendemain, il ne peut y avoir changement aussi brutal dans la pratique quotidienne, même si la volonté de tourner était aussi radicale.

Un autre facteur intervient : la politique de F.O. et de la C.F.T.C. ; Déjà, sur le plan de stabilisation leur attitude était plutôt d'attente. Le rapport Massé est accueilli par elles encore de façon relativement bienveillante. Ce n'est d'ailleurs pas, par hasard que la C.F.T.C. parle d'action en faveur des « plus défavorisés » si l'on veut bien comprendre que les patrons ont l'intention de mieux équilibrer les revenus des travailleurs, (pourvu que la part globale des salariés n'aille pas en grandissant). Remodeler l'économie de ce pays, concentrer, décentraliser, etc... est une lourde tâche pour le capitalisme. Il lui est indispensable, même pour un certain temps, d'utiliser les syndicats. C'est la fameuse tentative d'intégration dont il ne fait aucun doute qu'un DEFFERRE réunit pour cela une certaine compétence. Il apparaît que dans la bataille pour le programme commun et l'unité, la C.G.T. tourne « à gauche » en grande partie pour couper la route à la C.F.T.C. C'est en ce sens que tous les militants révolutionnaires, doivent appuyer à fond la position exprimée par FRACHON, et contribuer à son application. En mettant à profit cette ouverture, ils sauront mieux utiliser le langage de combat qu'attendent les ouvriers, et mieux exprimer le programme qui convient pour une telle tactique.

forcés de l'ensemble de la classe ouvrière.

Mais pour autant est-il possible de proclamer la grève générale. En vérité celle-ci ne peut-être le fruit que de toute une orientation. Aujourd'hui la C.G.T. affirme qu'elle est pour la généralisation des luttes, eh bien allons-y. Cela veut dire un certain nombre de revendications unitaires. Mais aussi une popularisation des mouvements. Ainsi il semble que les cheminots vont se mettre en grève, pour quoi les dirigeants cheminots n'organisaient-ils pas avant ou même après leur grève et pendant bien sûr, si elle se prolonge, des meetings à la porte des usines, des chantiers, des bureaux, des mines. Pourquoi, lors de chaque mouvement survenant les grévistes n'iraient pas appeler leurs camarades des autres usines à la grève sur les objectifs communs. Toutes les occasions doivent être saisies pour populariser largement les revendications générales et préparer par des mouvements d'abord partiels, limités, partant des usines les plus combattives, le combat général des travailleurs pour la victoire des revendications.

Mais en réalité nous avons proposé des mots d'ordre, des formes de lutte, c'est aux travailleurs eux-mêmes d'en discuter. Mobiliser les travailleurs c'est les appeler à discuter en toute démocratie. Les syndicats, à commencer par les sections syndicales d'entreprise, doivent se mettre à l'écoute des travailleurs. Ceci doit aboutir à des comités de lutte, à des comités de base ou s'expriment non pas les consignes de l'échelon supérieur mais où à partir des mots d'ordre des directions syndicales, s'engage une

véritable discussion, qui aboutisse au besoin à ce que les mots d'ordre soient modifiés.

Pour la constitution de ces comités de base il n'y a pas de recettes, il faut à la fois que puissent s'exprimer, se forger l'opinion des travailleurs et qu'en même temps les organisations syndicales n'aient pas l'impression d'être manœuvrées. Certains lecteurs pourraient penser que voilà des propos qui supposent une bien grande confiance dans les organisations syndicales. Hélas, nous craignons bien sûr que les limites réformistes des uns et des autres se manifestent rapidement. Mais le meilleur moyen de faire cette démonstration devant les masses et qu'enfin quelque chose change dans le mouvement ouvrier en France n'est-il pas de prendre au sérieux les déclarations qui nous sont faites. Avec des axes d'intervention tels que ceux que nous proposons, nous sommes persuadés que dans les luttes qui s'annoncent qui seront rendues plus longues et difficiles par les trahisons passées, par le poids des échecs et des défaites, les directions ouvrières devraient tenir un plus grand compte que par le passé des besoins réels de la classe. C'est aussi dans ces luttes que peuvent se former les nouveaux dirigeants ouvriers nécessaires pour remplacer ceux qui ont tant de fois faillis et aujourd'hui ne veulent nous entraîner qu'à une lutte encore limitée, parce que leur propre avenir en dépend. Car ou la classe ouvrière cassera le gaullisme, ou celui-ci transformera les syndicats en instruments de dévotion dans lesquels même les réformistes ne pourront plus subsister.